

Maturité scolaire et mobilisation communautaire : étude rétrospective dans un quartier Montréalais

Isabelle Laurin, Ph.D.¹, Angèle Bilodeau, Ph.D.², Sébastien Chartrand, Ph.D.³

RÉSUMÉ

Objectifs : Cet article présente une modélisation du processus décisionnel collectif par lequel une intervention populationnelle à base communautaire a transformé l'organisation des services en petite enfance dans une communauté Montréalaise de 2001 à 2006.

Participants : Les acteurs multisectoriels d'une table de concertation enfance-famille.

Lieu : Le territoire choisi se situe parmi les quartiers les plus multi-ethniques et les plus pauvres de Montréal.

Intervention : L'intervention à l'étude est *Comprendre la petite enfance*, une initiative pancanadienne visant à renforcer la capacité des communautés à utiliser des renseignements de qualité pour soutenir la réflexion sur l'organisation des services à la petite enfance. Douze régions du Canada y ont participé dont Montréal.

Résultats : Le chronogramme du processus décisionnel collectif présente les événements ayant eu une influence significative sur la démarche : la constitution d'un comité de travail intersectoriel, la production d'un portrait de quartier, la tenue d'un forum de réflexion, le développement et l'implantation des projets *Passage maison-école* et *Femmes-Relais*, la tenue de journées de réflexion et l'inscription de la préparation des enfants pour l'école comme axe prioritaire du plan d'action triennal du quartier. Sont aussi présentés les facteurs contextuels ayant influencé la décision : l'histoire de concertation du quartier, l'implication du chercheur, un soutien financier et un leadership partagé.

Conclusion : Les retombées de CPE-Montréal dans ce territoire se sont poursuivies au-delà de 2006. À l'égard des priorités actuelles d'action dans le champ de la petite enfance, ce territoire est un cas exemplaire de mobilisation à l'égard de la préparation pour l'école.

Mots clés : décision collective; intervention populationnelle; mobilisation communautaire; développement de l'enfant; maturité scolaire

The translation of the Abstract appears at the end of this article.

Rev can santé publique 2012;103(Suppl. 1):S32-S36.

L'importance de soutenir le développement de l'enfant dès ses premières années de vie a été abondamment soulignée au cours de la dernière décennie¹. Tous les enfants ne partent pas dans la vie avec les mêmes chances. La pauvreté en place certains dans un contexte où ils ne peuvent pas se développer au même rythme que d'autres, et cette réalité devient manifeste au moment de l'entrée à l'école quand tous les enfants, favorisés ou non, doivent répondre aux exigences du système scolaire. Cet écart dans le développement des enfants constitue une inégalité sociale de santé qui peut être réduite par une offre de services de soutien aux familles².

Afin de mieux connaître les sphères du développement exigeant des actions préventives, des chercheurs ont développé une mesure populationnelle du développement des enfants : *l'Instrument de mesure du développement de la petite enfance* (IMDPE)³, qui évalue le niveau de développement de l'enfant à son entrée à l'école, soit sa maturité scolaire. Les données obtenues visent à outiller et renforcer la capacité des communautés à travailler collectivement en vue de réduire les inégalités sociales de santé et améliorer le bien-être des enfants. Dans cette perspective, une équipe de recherche du ministère du Développement des ressources humaines du Canada a créé l'initiative *Comprendre la petite enfance* (CPE) à laquelle douze régions du Canada ont participé⁴. Les objectifs poursuivis étaient d'établir un portrait de la situation sociale, économique et scolaire des enfants et des familles au moment de l'entrée à l'école; de diffuser les résultats de la recherche auprès des citoyens et des organismes responsables des services à la petite enfance; et enfin, de soutenir la révision des plans d'action locaux en petite enfance.

Malgré la popularité de ce type d'intervention populationnelle à base communautaire^{5,6}, peu de recherches s'intéressent aux processus en cause dans ces interventions; c'est pourquoi la production de connaissances théoriques et l'instrumentation de ces pratiques demeurent sous-investies⁷. Pour pallier ce manque, cet article présente une modélisation du processus décisionnel collectif par lequel CPE a transformé l'organisation des services en petite enfance dans un territoire montréalais.

PARTICIPANTS, LIEUX ET MESURE D'INTERVENTION

L'initiative étudiée dans cet article est celle réalisée dans le seul territoire qui se soit mobilisé de façon notable parmi les cinq territoires de centres locaux de services communautaires (CLSC*) de Montréal qui ont participé à la recherche *Comprendre la petite enfance* (CPE-Montréal)⁸. Entre 2001 et 2005, les enfants de mater-

Affiliations des auteurs

1. Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Montréal, QC
2. Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal, Montréal, QC
3. Centre Léa-Roback, Montréal, QC

Correspondance : M^{me} Isabelle Laurin, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 1301 Sherbrooke Est, Montréal, QC H2L 1M3, Tél. : 514-528-2400, poste 3971, Téléc. : 514-528-2598, Courriel : ilaurin@santepub-mtl.qc.ca

Remerciements : Ce projet de recherche a été réalisé grâce à une subvention du Centre de recherche Léa-Roback sur les inégalités sociales de santé de Montréal. Nous remercions chaleureusement Mme Marie Danielle Girouard, organisatrice communautaire du CSSS de Saint-Léonard et de Saint-Michel, pour sa collaboration significative au projet de recherche. Nous remercions également les membres de la table Concert'Action enfance-famille du quartier Saint-Michel pour avoir soutenu le projet.

Conflit d'intérêts : Aucun à déclarer.

nelle des écoles de la Commission scolaire de Montréal ont été évalués à trois reprises par leurs enseignants à l'aide de l'IMDPE. L'initiative CPE-Montréal a été parrainée par le Centre 1,2,3 GO!, qui s'est aussi associé l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, l'instance administrative des commissions scolaires de Montréal et le Groupe de recherche sur l'inadaptation psychosociale chez l'enfant. Dès la diffusion des premiers résultats de la recherche CPE, le chercheur principal s'est engagé avec les communautés dans une démarche de mobilisation ayant comme objectif de réfléchir à la préparation des enfants pour l'école. Sa principale stratégie a été d'établir des collaborations avec les tables de concertation enfance-famille⁴.

La présente étude vise à établir, dans ce territoire, les facteurs contextuels ayant influencé la mobilisation, et les événements les plus marquants du processus décisionnel collectif reflétant la mobilisation de la communauté et la réorganisation des services qui ont suivi la publication des résultats des enquêtes.

CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODE

La conceptualisation du processus de décision collective à la base de la recherche prend appui sur la théorie de l'acteur stratégique⁹ et la théorie de l'acteur-réseau^{10,11}, où les interventions en milieu ouvert sont définies comme des systèmes d'action complexes, soit, des réseaux sociotechniques (RST) qui opèrent des processus de reproduction/transformation du social en vertu de l'atteinte de finalités^{12,13}. Ces réseaux sociotechniques sont composés d'acteurs, de savoirs (scientifiques, expérientiels) et de biens (financements, équipements, technologies). Les acteurs mobilisés sont caractérisés par leur position sociale, leur identité, leurs intérêts et les stratégies qu'ils élaborent en rapport avec les enjeux soulevés par le changement. Dans de tels réseaux, la décision n'est pas le fait d'un seul acteur ni une réalité ponctuelle, mais plutôt une réalité processuelle façonnée, en contexte, par les actions et interactions des acteurs en position d'influence, à l'interne et à l'externe des systèmes d'action. Ces actions et interactions donnent lieu à différents événements (activités, incidents) qui sont des traces concrètes permettant d'observer ces processus. Le processus décisionnel est ainsi composé d'une chaîne d'événements moteurs qui sont le fait des acteurs stratégiques dans les systèmes d'action¹⁴.

La méthode a consisté à reconstituer le chronogramme du processus décisionnel collectif¹⁴. Les étapes sont 1) de répertorier et décrire les événements ayant une certaine importance et les acteurs qui les ont façonnés ; 2) de constituer une matrice chronologique des événements marquants selon les paliers (ex : central, régional, local) et les classes d'acteurs (ex : les secteurs); 3) de décrire les événements et construire leur enchaînement logique pour reconstituer le processus décisionnel en partant du répertoire des événements et de la matrice chronologique. Cette reconstitution est une interprétation des données par les chercheuses, eu égard au cadre conceptuel de l'étude, en suivant l'ordonnement des événements selon le diagramme chronologique¹⁵. Les données utilisées ont été les documents administratifs (comptes-rendus de réunions, documents de planification, bilans et plans d'action de programmes publics) couvrant la période de 2001 à 2006 et six entrevues semi-structurées

* Les CLSC sont des établissements publics qui ont la responsabilité de rendre accessibles à la population d'un territoire donné des services de santé, des services sociaux, des services de prévention et des services d'action communautaires. Ces établissements ont été fusionnés sur une base supra-locale, créant les centres de santé et de services sociaux (CSSS) en 2003.

conduites avec les acteurs ayant participé à un comité de réflexion avec l'équipe de recherche de 2001 à 2003. Le traitement de l'information a consisté à produire une base de données constituée des extraits pertinents des entrevues et des documents administratifs. Ce matériel a été ordonné chronologiquement et en vertu des événements, de manière à reconstituer a posteriori l'enchaînement des événements les plus marquants ayant constitué le processus décisionnel. Les résultats produits ont été validés auprès des acteurs de l'intervention. La validation porte sur deux aspects, premièrement soit des documents, des événements ou des faits pertinents dont nous n'aurions pas fait état et qui auraient pu modifier la description présentée; deuxièmement une révision de l'interprétation afin de prendre en compte une perspective autrement négligée¹⁶. Cette méthodologie de validation est susceptible de réduire les limites de l'approche interprétative de la recherche.

RÉSULTATS

En 2001, les premiers résultats de CPE-Montréal ont été présentés à la Table de concertation enfance-famille. Lors de l'événement, le chercheur présente la recherche comme un outil d'évaluation des interventions dans le quartier, et lance une question qui aura beaucoup d'échos : « *Comment un quartier s'organise-t-il pour mieux préparer ses enfants pour l'école?* » Cette interrogation mettra la collectivité locale en mouvement autour d'une série d'événements conduisant à la réorganisation des services à la petite enfance. Le chronogramme du processus décisionnel de 2001-2006 comporte ainsi neuf événements ayant structuré la décision collective.

La constitution d'un comité de travail intersectoriel (2001)

Le premier événement suivant l'appel à la mobilisation du chercheur est la constitution d'un comité de travail intersectoriel au sein de la Table de concertation enfance-famille du quartier, qui est un vaste réseau d'acteurs déjà mobilisés. Ce comité, composé du chercheur et des principaux acteurs porteurs des interventions dans le champ de la petite enfance, a pour mandat de tenir un forum local afin de répondre à la question soulevée par la recherche. La dénomination de ce comité, *Se comprendre en petite enfance* (SCPE), reflète la volonté des acteurs de développer une vision globale des enfants du quartier à partir des résultats de la recherche. Le leadership de ce nouveau comité échoira au tandem CLSC – 1,2,3 GO!, qui assure déjà la coordination de la table de concertation enfance-famille et qui partage le même rôle de mobilisation au sein de la communauté. Ce tandem sera la locomotive du réseau en petite enfance de 2001-2006.

Dès les premières rencontres du comité, les acteurs se positionnent en défaveur de l'objectif de CPE-Montréal d'utiliser les données comme outil d'évaluation des interventions dans le quartier. Néanmoins, la question lancée par la recherche a pour conséquence d'orienter le travail sur les actions à prioriser en lien avec la préparation à l'école, introduisant ainsi une nouvelle conception de la planification des services en petite enfance, soit, en fonction d'un continuum allant de la grossesse à l'entrée à l'école. La planification existante ne s'inscrivait pas dans une telle optique alors qu'il y avait peu d'arrimage entre les services à la petite enfance et le milieu scolaire.

La production d'un portrait de quartier et son utilisation (2001)

Le premier produit auquel se consacre SCPE est un portrait de la population et des ressources du quartier sous une forme facile à uti-

Tableau 1. Thèmes des ateliers du premier forum *Se comprendre en petite enfance*, novembre 2002

Atelier	Thème	Objectif
De laoudou au sac à dos : une course à relais ou à obstacles pour le parent?	« Comment harmoniser et développer nos interventions en stimulation précoce afin de mieux préparer l'enfant à son entrée à l'école et mieux accompagner le parent dans ce parcours? »	Cet atelier offrait l'occasion de voir graphiquement le continuum de services de la naissance à l'entrée à l'école et les moments clés du parcours. Où pouvait-on bonifier, intervenir, modifier, ajouter pour améliorer les compétences de l'enfant à son entrée à l'école?
Le démarchage à petits pas	« Une équipe de démarchage dans le quartier : un projet à bâtir pour mieux rejoindre les familles vulnérables et d'immigration récente »	Cet atelier visait à examiner comment une équipe de démarchage nous permettrait de rejoindre plus de parents et les amener à utiliser nos ressources. Comment arriver à créer des liens avec les nouveaux arrivants et les familles à risque? Comment les amener à participer en plus grand nombre aux activités du quartier et utiliser nos ressources? Comment leur faire connaître ce que l'école attend d'eux dans la préparation de leur enfant?
Le sac à dos des grands	« Le ressourcement des intervenants est important. Quelles sont les grandes préoccupations actuelles que peuvent vivre les intervenants quand les valeurs familiales sont si diversifiées? »	Cet atelier visait à réfléchir sur le besoin de ressourcement des intervenants. Le contexte de pauvreté et de multiculturalisme implique de repenser la pertinence des programmes appliqués.

liser. Trois mois de tournée ont permis la publication de *ZOOM*, qui met en lumière les conditions de pauvreté et la diversité culturelle du quartier, et qui procure un premier tableau du continuum de services disponibles en petite enfance (0-5 ans). La communication de ces résultats à la communauté est facilitée par leur traduction dans une vidéo accompagnée d'un guide d'animation que soutient financièrement CPE-Montréal.

Le premier forum *Se comprendre en petite enfance* (2002)

Le second produit de SCPE est la tenue, en novembre 2002, du forum local attendu autour de la question soulevée par la recherche. Cet événement est introduit par la présentation du *ZOOM* et de la vidéo qui orientera le choix des thèmes discutés lors de ce premier forum (Tableau 1). Au terme de la journée, des échanges sur la voie à prendre pour le développement des services en petite enfance conduisent à l'esquisse d'un plan d'action, notamment la consolidation d'un programme pilote gouvernemental d'éveil à la lecture et l'écriture (ÉLÉ). En outre, 1,2,3 GO! s'engage à offrir annuellement un colloque local pour la formation des intervenants en petite enfance, la mise en commun des résultats de recherche et le partage autour d'une vision globale de l'enfant.

Le renouvellement du mandat du comité SCPE (2002)

À la suite du premier forum, la table de concertation enfance-famille entérine les orientations prises par les participants et renouvelle le mandat de SCPE pour une autre année. SCPE se trouve ainsi appuyé par une masse importante d'acteurs engagés dans le renouvellement de leur système d'action en petite enfance. Le comité se propose alors de centrer son mandat sur la coordination de deux projets : 1) la journée annuelle de ressourcement pour les intervenants du quartier et 2) le développement d'un nouveau projet, soit le *Passage maison-école*.

Le développement et l'implantation du projet *Passage maison-école* (2002 à 2006)

Passage maison-école est amorcé en 2002 dans le contexte d'un programme qui offre aux jeunes familles un accompagnement prénatal et postnatal. *Passage maison-école* cherche à répondre à la préoccupation des intervenants de ce programme pour l'intégration des enfants d'immigration récente à la maternelle. Un comité de coordination avec le milieu scolaire est mis sur pied, sous la responsabilité du CLSC. Le projet qui en résulte comporte trois ren-

contres successives offertes à l'école, où les parents, les enfants et les intervenants scolaires sont conviés et où sont abordées la préparation socioaffective et la santé de l'enfant ainsi que les ressources du quartier. Un outil, soit un livre à colorier, est produit par le comité pour permettre aux parents d'accompagner leur enfant à l'entrée à l'école par le biais de la lecture. L'implantation débute en 2004 avec deux écoles. En 2006, pour donner suite à un bilan évaluatif positif, d'autres écoles participent et le projet se consolide.

Des transformations dans les services publics (2004)

Au cours de 2004, des transformations majeures dans les services sociaux et de santé ainsi que dans le contexte des programmes en place ont un impact sur SCPE. Ces changements entraînent le départ de plusieurs membres du comité et mènent à sa dissolution. Concomitamment, le soutien financier de CPE aux activités de mobilisation prend fin. Néanmoins, la mobilisation à l'égard de la préparation à l'école ne cesse pas pour autant, et la majorité des partenaires du comité dissout se côtoient dans d'autres lieux de concertation. Ainsi, ils continuent à travailler dans le sens des priorités établies au sein de SCPE.

Projet *Femmes-Relais*

En 2004, dans les suites des recommandations du forum SCPE de 2002, 1,2,3 GO! met sur pied le projet pilote *Femmes-Relais*, en partenariat avec le Centre local d'emploi (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale), grâce à un programme d'insertion socioprofessionnelle. Il s'agit d'une équipe multiethnique de femmes démarchuses, provenant des différents pays d'origine des nouveaux arrivants du quartier, qui agissent comme agentes multiplicatrices. Une formation de plusieurs mois les habilite à expliquer la société québécoise au sein de leur communauté d'origine, notamment en ce qui concerne le fonctionnement de l'école primaire, et à faire connaître les ressources du quartier¹⁷. Les retombées positives du projet pilote conduisent le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et la Ville de Montréal à contribuer à son financement jusqu'en 2006. Marqueur de la synergie entre les différents services issus de SCPE, ces femmes-relais contribueront au projet *Passage maison-école* en agissant comme intermédiaires avec les familles lors des rencontres à l'école.

Les journées annuelles 1,2,3 GO! (2003 à 2006)

Ces événements annuels sont l'occasion de mesurer le chemin parcouru et les acquis de la démarche collective au regard des priorités

établies lors du premier forum. Cette construction de la mémoire collective assure une continuité et donne un sens aux actions qui sont priorisées par les différentes instances du quartier.

Les événements de 2005 et 2006 auront été les plus marquants quant à l'organisation des services liés à la préparation pour l'école. L'événement de 2005 donne la parole aux intervenants qui présentent les projets *Femmes-Relais* et *Passage maison-école* ayant été réalisés dans les suites des priorités du premier forum. La pertinence de ces développements est réaffirmée par le réseau d'acteurs. On dépose aussi la troisième édition de la carte des ressources en petite enfance du quartier, une mise à jour qui fait que ce type d'outil peut jouer son rôle dans la référence et l'intervention.

Lors de l'événement de 2006, les résultats de la troisième enquête sont présentés, réitérant l'importance de l'action collective dans le champ de la petite enfance. Cette journée est marquée par le lancement d'un nouvel outil pédagogique, développé par la coordonnatrice de CPE-Montréal, sur la préparation à l'école¹⁸, produit en plusieurs langues et destiné aux parents d'enfants de trois à cinq ans.

L'événement de 2006 marque la fin de l'initiative CPE-Montréal et le passage vers l'*Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais*¹⁹, réalisée dans l'ensemble du territoire montréalais et prise en charge par le système montréalais de santé publique qui assurera la continuité du soutien à la mobilisation de la communauté²⁰.

Planification triennale de 1,2,3 GO! (2006)

En février 2006, l'Initiative 1,2,3 GO! signe une entente importante avec la grande table de concertation du quartier qui stipule qu'elle assurera le leadership de la table de concertation enfance-famille. En continuité avec cette dernière entente, 1,2,3 GO! et la table de quartier développent conjointement un plan d'action commun triennal sur la petite enfance : la préparation des enfants à l'entrée à l'école y figure comme axe prioritaire. Parmi les dossiers retenus figure la relance du projet Femmes-Relais dont le soutien financier échoyait en 2006. Ainsi cela marque le passage de la préparation pour l'école d'une priorité sectorielle vers une priorité dans tous les plans du développement de la communauté.

DISCUSSION

À l'échelle pan canadienne, CPE a eu un « *effet catalyseur* » dans les milieux qui partageaient déjà des préoccupations à propos du développement des enfants, comme c'est le cas du territoire étudié⁸. Parce que ce territoire présente des indices de défavorisation et de pluri-ethnicité élevés²¹, il est fréquemment ciblé pour y implanter des programmes destinés à la petite enfance, favorisant le développement d'une culture de concertation et d'intervention en ce domaine²².

Plusieurs des attributs de qualité des processus d'action et de décision collectives²³⁻²⁵ s'observent dans le cas étudié. La mobilisation s'est réalisée au sein d'un réseau dense et multisectoriel aux pratiques de concertation historiques²⁶. Ce réseau a montré sa capacité à s'auto-réguler et à négocier la place et le rôle des nouveaux apports extérieurs. Ainsi, le réseau a-t-il intégré une problématique nouvelle portée par un acteur extérieur, le projet CPE, en négociant et en attribuant au chercheur un rôle de facilitateur dans la démarche de planification collective, en remplacement du rôle d'évaluation des interventions du quartier qu'il s'était auto-attribué. L'action intersectorielle n'a donc pas été régie de l'extérieur selon un mode « prescrit » même si CPE-Montréal offrait un

soutien financier. Une telle négociation des rôles peut s'exercer dans un contexte où les parties prenantes disposent d'atouts qu'elles mobilisent pour se positionner¹⁰. En outre, il est connu qu'une tête de réseau légitime et crédible est nécessaire pour qu'un réseau soit productif. Cette légitimité est donnée par la position sociale de l'acteur dans ce rôle de leadership alors que sa crédibilité lui est reconnue par les autres acteurs²⁷. Dans le cas étudié, les acteurs CLSC et 1,2,3 GO!, réunis en tandem à la gouverne, ont assuré le leadership nécessaire pour insuffler les orientations et faire converger l'action. Ces deux acteurs étaient à la fois crédibles et légitimes dans ce rôle puisqu'ils occupaient déjà des rôles semblables et entretenaient des liens avec l'ensemble des acteurs du réseau. Plutôt que de se faire concurrence, ils se sont partagés ce rôle et se sont attardés à canaliser les ressources collectives vers l'intérêt des populations à desservir en commun. Un tel ralliement des intérêts des acteurs au-delà de leurs intérêts sectoriels, vers celui des populations, est aussi un trait de qualité des processus décisionnels collectifs, dans le contexte des services publics²⁸.

Les dispositifs de traduction des différents langages, expertise scientifique et expérientielle, savoirs sectoriels spécialisés, en des formes intelligibles pour tous et aptes à représenter de façon simplifiée les situations complexes sont aussi des investissements centraux dans la mobilisation des collectifs d'action. Ces dispositifs agissent en intermédiaires parmi des acteurs parfois fortement différenciés, favorisant la convergence vers la décision collective^{10,27}. Dans le cas étudié, des dispositifs de ce type ont été introduits de sorte que les acteurs puissent se construire une représentation partagée des problèmes et solutions. Le Zoom et la vidéo en sont des exemples. Ces produits ont permis, entre autres, de structurer la première journée de forum, de jeter les bases d'un premier plan d'action, d'orienter le deuxième mandat du comité SCPE et de forger, dans les actions mises en place, une cohérence qui s'est consolidée au travers des journées annuelles 1,2,3 GO!, de 2001 à 2006. L'inscription de la préparation pour l'école comme axe prioritaire du plan triennal 2006 de la table de quartier est l'ultime aboutissement de cette recherche de cohérence.

Retenons enfin qu'un processus décisionnel collectif entraîne des changements dans un système d'action s'il parvient à mobiliser des nouveaux savoirs et de nouvelles ressources²⁴. Dans le cas étudié, les Journées annuelles 1,2,3 GO!, où des chercheurs ou autres panélistes ont contribué, figurent parmi les savoirs nouveaux ayant soutenu le processus décisionnel collectif vers la création des nouveaux services. Du côté des ressources, il est connu que les jeux à somme nulle ne produisent généralement pas de déplacements chez les acteurs qui tendent alors à reproduire ce qu'ils font déjà²⁹. Plutôt, les jeux à somme positive affirment que la taille des ressources peut s'accroître, favorisant du même coup la collaboration entre les acteurs. Ce modèle se réalise lorsque les participants au jeu interagissent, se coalisent dans des actions qui génèrent des ressources supplémentaires. Le cas étudié illustre bien cet apport de ressources nouvelles mobilisées par le collectif, provenant notamment du Centre local d'emploi, du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et de la Ville, qui se sont ajoutées au financement de CPE-Montréal.

CONCLUSION

Les retombées de CPE-Montréal existent encore en 2011, et la continuité de la mobilisation s'illustre par les interventions *Femmes-*

Relais, Passage maison-école et ÉLÉ, toujours en place dans le quartier³⁰. Celles-ci ont acquis une légitimité au travers du processus de mobilisation, et ont pu être maintenues parce que les partenaires du comité SCPE dissout les ont soutenues dans leur réseau respectif. Au moment de la publication des résultats de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais (DSP, 2008)¹⁹, plusieurs acteurs du réseau ont été surpris par le résultat favorable obtenu dans le territoire à l'étude : 35,3 % des enfants sont vulnérables à au moins un domaine de maturité scolaire alors que dans d'autres territoires comparables sur le plan socioéconomique (défavorisation et pluri-ethnicité), cette proportion est supérieure à 42 %. Bien que les résultats de l'Enquête ne peuvent être interprétés comme une évaluation des interventions, des acteurs du quartier comme de l'extérieur les ont imputés à la mobilisation engendrée par l'initiative CPE-Montréal. Néanmoins, nous pouvons affirmer que le quartier a mis en place des initiatives qui vont dans le sens des priorités identifiées régionalement dans les suites de l'Enquête de 2008²⁰ et, en ce sens, le territoire est un cas exemplaire de mobilisation à l'égard de la préparation pour l'école.

RÉFÉRENCES

- National Research Council and Institute of Medicine. Board on Children, Youth and Families. Commission on Behavioral and Social Sciences and Education Committee on Integrating the Science of Early Childhood Development. Shonkoff JP, Phillips DA (Eds.), *From Neurons to Neighborhoods: The Science of Early Childhood Development*. Washington, DC: National Academy Press, 2000.
- Magnuson KA, Meyers MK, Ruhm CJ, Waldfogel J. Inequality in preschool education and school readiness. *Am Educ Res J* 2004;41(1):115-57.
- Janus M, Brinkman S, Duku E, Hertzman C, Santos R, Sayers M, et al. The Early Development Instrument: A population-based measure for communities. A Handbook on development, properties and use. Hamilton, ON: Offord Centre for Child Studies, 2007.
- Lapointe P, Martin I. La communauté peut aider les enfants à être mieux préparés à commencer l'école : l'Initiative Comprendre la petite enfance. *Rev Éduc francophonie* 2005;33(2):112-24.
- Santé Canada. The Population Health Template: Key elements and actions that define the population health approach. 2001. Sur Internet : http://www.hc-sc.gc.ca/hppb/phdd/pdf/discussion_paper.pdf (Consulté le 6 juillet 2011).
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2008). Programme national de santé publique 2003-2012 - Mise à jour 2008. Sur Internet : <http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2008/08-216-01.pdf> (Consulté le 6 juillet 2011).
- Potvin L, Gendron S, Bilodeau A, Chabot P. Integrating social theory into public health practice. *Am J Public Health* 2005;95(4):591-95.
- Centre 1,2,3 GO! Comprendre la petite enfance. Rapport final de l'initiative CPE-Montréal (2001-2007). Montréal, QC : Centre 1,2,3 GO!, 2007.
- Crozier M, Friedberg E. Organizations and collective action: Our contribution to organizational analysis. *Res Sociol Org* 1995;13:71-92.
- Callon M. Introduction. Dans : Callon M (Éds.), *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*. Paris, France : Éditions La Découverte, 1989.
- Latour B. *Changer de société, refaire de la sociologie*. Paris : Éditions La Découverte, 2006.
- Potvin L, Gendron S, Bilodeau A, Chabot P. Integrating social theory into public health practice. *Am J Public Health* 2005;95(4):591-95.
- Potvin L, Bisset S. There Is More to Methodology than Method. Dans : Potvin L, McQueen D (Eds.), *Health Promotion Evaluation Practices in the Americas. Values and Research*. New York, NY: Springer, 2008.
- Pluye P, Potvin L, Denis JL. La pérennisation organisationnelle des projets pilotes en promotion de la santé. *Ruptures. Revue transdisciplinaire en santé* 2000;7(1):99-113.
- Bilodeau A. Évaluation de la planification du Programme de subventions en sécurité alimentaire. Montréal : Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 2006.
- Edelenbos J, Van Eeten M. The missing link: Processing variation in dialogical evaluation. *Evaluation* 2001;7:204-10.
- Laurin I, Fournier D. Femmes-Relais (2007-2010). Bilan de la deuxième et de la troisième année du projet. Sur Internet : http://www.relais-femmes.qc.ca/files/Rapport_Recherche_final_2010_0.pdf (Consulté le 6 juillet 2011).
- Phaneuf L. Vous êtes la meilleure personne pour aider votre enfant. Comment préparer votre enfant pour l'école. Brochure d'information. Ottawa, ON : Comprendre la petite enfance, Montréal, QC : Centre 1,2,3 GO!, 2006.
- Laurin I, Lavoie S, Guay D, Boucheron L, Durand D, Goulet N. L'enquête sur le développement des enfants montréalais à leur entrée à l'école. *Santé publique* 2012;24(1):1-15.

- Laurin I, Samson N, Lavoie S, Durand D, Boucheron L. Les sommets sur la maturité scolaire. Document synthèse de la démarche effectuée en 2008-2009. Montréal, QC : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 2010.
- Vivre St-Michel en santé. Saint-Michel, un quartier vivant au cœur de Montréal. Diagnostic du quartier Saint-Michel : faiblesses. Sur Internet : http://tamarackcommunity.ca/downloads/trail_builders/Stmichel_planf.pdf (Consulté le 6 juillet 2011).
- Laurin I, René J-F, Dallaire N, Ouellet F, Devault A, Turcotte G. Qu'en pensons-nous? Des groupes de parents s'expriment – Une démarche de recherche participative visant à favoriser une prise de paroles de parents et de citoyens, en appui aux services intégrés en périnatalité et petite enfance (SIPPE). Montréal, QC : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux, 2008.
- Agence de santé publique du Canada. Au croisement des secteurs - expériences en action intersectorielle, en politique publique et en santé. Sur Internet : http://www.phac-aspc.gc.ca/publicat/2007/cro-sec/pdf/cro-sec_f.pdf (Consulté le 6 juillet 2011).
- Bilodeau A, Galameau M, Fournier M, Potvin L. L'outil diagnostique de l'action en partenariat : fondements, élaboration et validation. *Rev can santé publique* 2011;102(4):298-302.
- Lasker RD, Weiss ES, Miller R. Partnership synergy: A practical framework for studying and strengthening the collaborative advantage. *Milbank Q* 2001;79(2):179-205.
- Mercier C, Métivier A. Actions intersectorielles et développement local à Sherbrooke : impacts et perspectives pour l'action communautaire. Sherbrooke, QC : Moisson-Estrie et Université de Sherbrooke, 2003.
- Amblard H, Bernoux P, Herreros G, Livan YF. *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*. Paris : Éditions du Seuil, 1996.
- Bilodeau A, Chamberland C, White D. L'innovation sociale, une condition pour accroître la qualité de l'action en partenariat dans le champ de la santé publique. *Rev can d'évaluation programme* 2002;17(2):59-88.
- Ford EW, Wells R, Bailey B. Sustainable network advantages: A game theoretic approach to community-based health care coalitions. *Health Care Manage Rev* 2004;29(2):159-69.
- Centre de santé et de services sociaux de Saint-Léonard et Saint-Michel/CLSC Saint-Michel. Rapport détaillé du sommet local portant sur la maturité scolaire à Saint-Michel tenu le mercredi 19 novembre 2008. Sur Internet : http://csss-stleonardstmichel.qc.ca/fileadmin/csss_slsm/Menu_corporatif/Coin_des_partenaires/Rapport_detaille_maturite_0996.pdf (Consulté le 6 juillet 2011).

ABSTRACT

Objectives: This article presents a modelling of the collective decision-making process by which a community-based population-level intervention transformed the organization of early childhood services in a Montréal community from 2001 to 2006.

Participants: Multisectoral players from a childhood/family issue table.

Location: The chosen territory is one of the most multi-ethnic and poorest neighbourhoods of Montréal.

Intervention: The intervention being examined is Understanding the Early Years (UEY), a Canada-wide initiative aiming to strengthen communities' capacity to use quality information to support the thought process relating to the organization of early childhood services. Twelve Canadian regions took part, including Montréal.

Results: The time chart for the collective decision-making process presents the events that significantly influenced the procedure: establishment of an intersectoral working committee, production of a portrait of the neighbourhood, think tank, development and implementation of the Passage maison-école [home-to-school] and Femmes-Relais [relay women] projects, retreats, and inclusion of school readiness as a priority focus area in the neighbourhood's three-year action plan. Also presented are the contextual factors that influenced decision making: the neighbourhood's cooperation and coordination history, the researcher's involvement, financial support and shared leadership.

Conclusion: The benefits of UEY-Montréal in this territory extended beyond 2006. With respect to current priorities for action in early childhood, this territory is a good example of mobilization for school readiness.

Key words: Collective decision making; population-level intervention; community mobilization; child development; school readiness